



## ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Cahier des Clauses Techniques Particulières

### Pouvoir adjudicateur

---

EPA Bordeaux Euratlantique  
Adresse : 140 rue des Terres de Borde - CS41717  
33081 BORDEAUX CEDEX  
Téléphone : 05 57 14 44 80  
Télécopie : 05 81 09 63 60

### Représentant du pouvoir adjudicateur

---

Madame la Directrice Générale

### Objet de l'accord-cadre

---

**Mission de CSPS de la ZAC Saint-Jean Belcier - phase 3**

<b>TABLE DES FIGURES.....</b>	<b>3</b>
<b>1. Objet du marche.....</b>	<b>4</b>
<b>2. Le contexte de la mission .....</b>	<b>5</b>
<b>2.1. L'Opération d'Intérêt National Bordeaux Euratlantique .....</b>	<b>5</b>
<b>2.2. Le projet urbain Bordeaux Saint-Jean Belcier .....</b>	<b>7</b>
2.2.1. La ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier.....	7
2.2.2. Les principaux objectifs du projet .....	9
2.2.3. Le projet urbain .....	9
2.2.4. Les acteurs, les opérations et l'état d'avancement.....	12
2.2.5. L'organisation de la mise en œuvre du projet .....	16
<b>3. Description des missions.....</b>	<b>20</b>
<b>3.1. M1 : Mission de coordination sécurité inter maîtrises d'ouvrage.....</b>	<b>20</b>
<b>3.2. M2 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage EPA Bordeaux Euratlantique.....</b>	<b>21</b>
<b>3.3. M3 : Mission d'assistance à l'EPA Bordeaux Euratlantique en matière de sécurité et de protection de la santé pour des missions ponctuelles.....</b>	<b>21</b>
3.3.1. Mission M3.1 : Participation à la rédaction des notices de sécurité pour les interventions spécifiques (ex. domaine ferroviaire).....	21
3.3.2. Mission M3.2 : Assistance à des réunions d'exception .....	22
<b>4. Contenu de la mission M1 : coordination sécurité inter maîtrises d'ouvrage.....</b>	<b>22</b>
<b>4.1. Principes généraux.....</b>	<b>22</b>
<b>4.2. Contenu de la mission .....</b>	<b>22</b>
4.2.1. Mission M1.1 : Etablissement du cahier des charges de coordination sécurité de chaque secteur opérationnel.....	22
4.2.2. Mission M1.2 : Mise à jour des cahiers des charges sectoriels de coordination sécurité .....	23
4.2.3. Mission M1.3 : Coordination Sécurité Inter Maîtrise d'Ouvrage (CSIMO) - Suivi de la coordination des maîtres d'ouvrage .....	24
<b>5. Contenu de la mission M2 : Coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage EPA Bordeaux Euratlantique .....</b>	<b>26</b>
<b>5.1. Opérations concernées.....</b>	<b>26</b>
<b>5.2. Autorité et moyens donnés au coordonnateur .....</b>	<b>26</b>
5.2.1. Autorité .....	26
5.2.2. Moyens.....	26
<b>5.3. Contenu de la mission .....</b>	<b>27</b>
5.3.1. Principes généraux .....	27
5.3.2. Missions au cours de la conception et de la réalisation des ouvrages .....	28
5.3.3. Dispositions complémentaires aux dispositifs réglementaires .....	30
5.3.4. Documents remis au maître d'ouvrage après la mise en service de l'ouvrage .....	30
<b>6. Mission M3 : Assistance à l'EPA Bordeaux Euratlantique en matière de sécurité et de protection de la santé pour des missions ponctuelles.....</b>	<b>30</b>
<b>6.1. Mission M3.1 : Participation à la rédaction des notices de sécurité pour les interventions spécifiques.....</b>	<b>31</b>
<b>6.2. Mission M3.2 : Assistance à des réunions d'exception .....</b>	<b>31</b>

<b>7.</b>	<b><i>Délais et livrables</i></b> .....	<b>33</b>
<b>8.</b>	<b><i>Les modalités de travail</i></b> .....	<b>34</b>
<b>9.</b>	<b><i>Annexe</i></b> .....	<b>34</b>
<b>9.1.</b>	<b>ANNEXE 1 – Planification OPC des opérations sous maîtrise d’ouvrage EPA</b> .....	<b>34</b>

## TABLE DES FIGURES

Figure 1. Territoire de projets urbains au cœur de l'OIN .....	7
Figure 2. Périmètre de la ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier .....	8
Figure 3. Organisation de la ZAC en quartiers opérationnels .....	11
Figure 4. MOE sur le territoire de la ZAC Saint-Jean Belcier .....	15

## **1. OBJET DU MARCHÉ**

L'Etablissement Public d'Aménagement de Bordeaux-Euratlantique est un EPIC d'Etat, placé sous la tutelle du ministre chargé de l'urbanisme, pouvoir adjudicateur au sens du code de la commande publique entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019.

La ZAC Saint Jean – Belcier, objet de la présente consultation, est menée sous maîtrise d'ouvrage de l'EPA Bordeaux Euratlantique en concertation avec Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux.

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les éléments de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour les phases conception et/ou réalisation pour la réalisation d'ouvrages de Travaux Publics et d'Infrastructure dans le cadre de la phase 3 de la ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier.

Il définit également les modalités d'exercice de la mission de Coordonnateur Sécurité Inter maîtres d'ouvrages sur cette même ZAC.

Les missions s'exercent sur l'ensemble des secteurs du périmètre de la ZAC Saint Jean Belcier : Ars, Amédée Saint Germain, Armagnac, Brascassat, Berges et MIN, Paludate, et Saget.

Le titulaire du présent marché est appelé le « coordonnateur » ou « CSPS ».

Le lieu d'exécution est Bordeaux.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la santé des travailleurs pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

## **2. LE CONTEXTE DE LA MISSION**

### ***2.1. L'Opération d'Intérêt National Bordeaux Euratlantique***

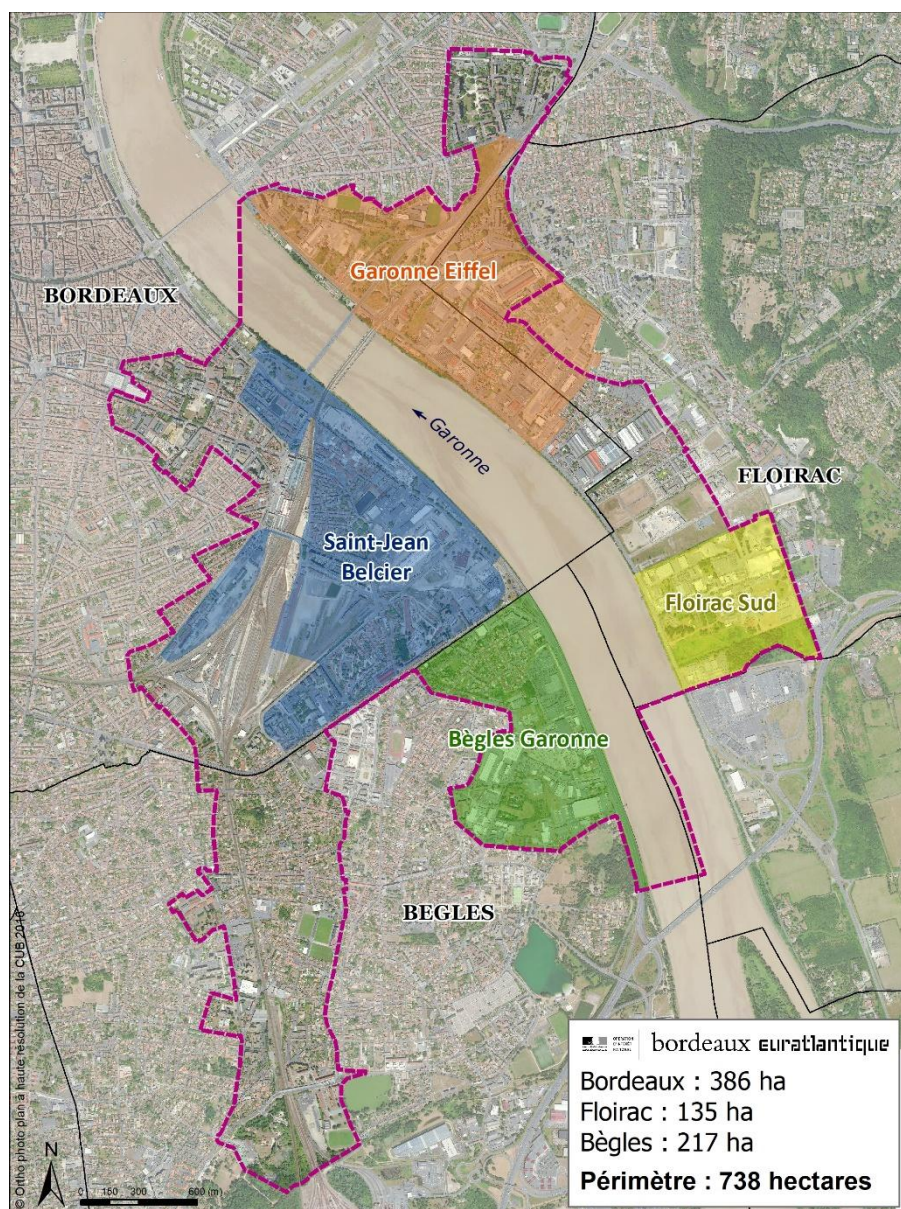
La raison d'être de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Bordeaux Euratlantique est d'aménager des quartiers de centre urbain sur des secteurs délaissés – friches ferroviaires, industrielles ou commerciales – afin de proposer une alternative crédible à l'étalement urbain. L'Opération d'Intérêt National s'étend sur une surface de plus de 738 ha sur les communes de Bordeaux, Bègles et Floirac. Elle s'inscrit comme une extension du centre métropolitain inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, de part et d'autre de la gare Saint-Jean et de la Garonne. Elle se développe sur une trentaine d'années sur une mosaïque de quartiers, chacun de ces quartiers étant d'une taille comparable à ceux du centre-ville historique (Saint-Michel, Sainte-Croix etc.) et aménagés à partir d'ingrédients communs :

- Une structuration autour d'un espace vert et d'un espace public majeur, afin d'offrir un cadre de vie attractif et agréable aux habitants et usagers, actuels et futurs ;
- Une mixité programmatique (fonctionnelle et sociale) et une densité de quartier de centre-ville permettant l'accompagnement par des services de proximité, des commerces et des transports en commun performants et garantissant ainsi des quartiers agréables à l'image de ceux du centre historique ;

- Une cohérence avec la ville historique en matière architecturale et de traitement des espaces publics.

Le projet d'aménagement se concrétise par la mise en œuvre de différents projets urbains, à savoir :

- **Bordeaux Saint-Jean Belcier (début des travaux en 2014, et objet de la présente consultation) ;**
- Garonne Eiffel (début des travaux en 2016) ;
- Floirac Sud (en cours de réflexion) ;
- Bègles Garonne (en cours de constitution du dossier de réalisation de ZAC) ;
- Bègles Faisceau (début des travaux du premier site de projet en 2015).



**Figure 1 : Territoire de projets urbains au cœur de l'OIN**

La ZAC Saint Jean – Belcier, objet de la présente consultation, est menée sous maîtrise d'ouvrage de l'EPA Bordeaux Euratlantique en concertation avec Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux.



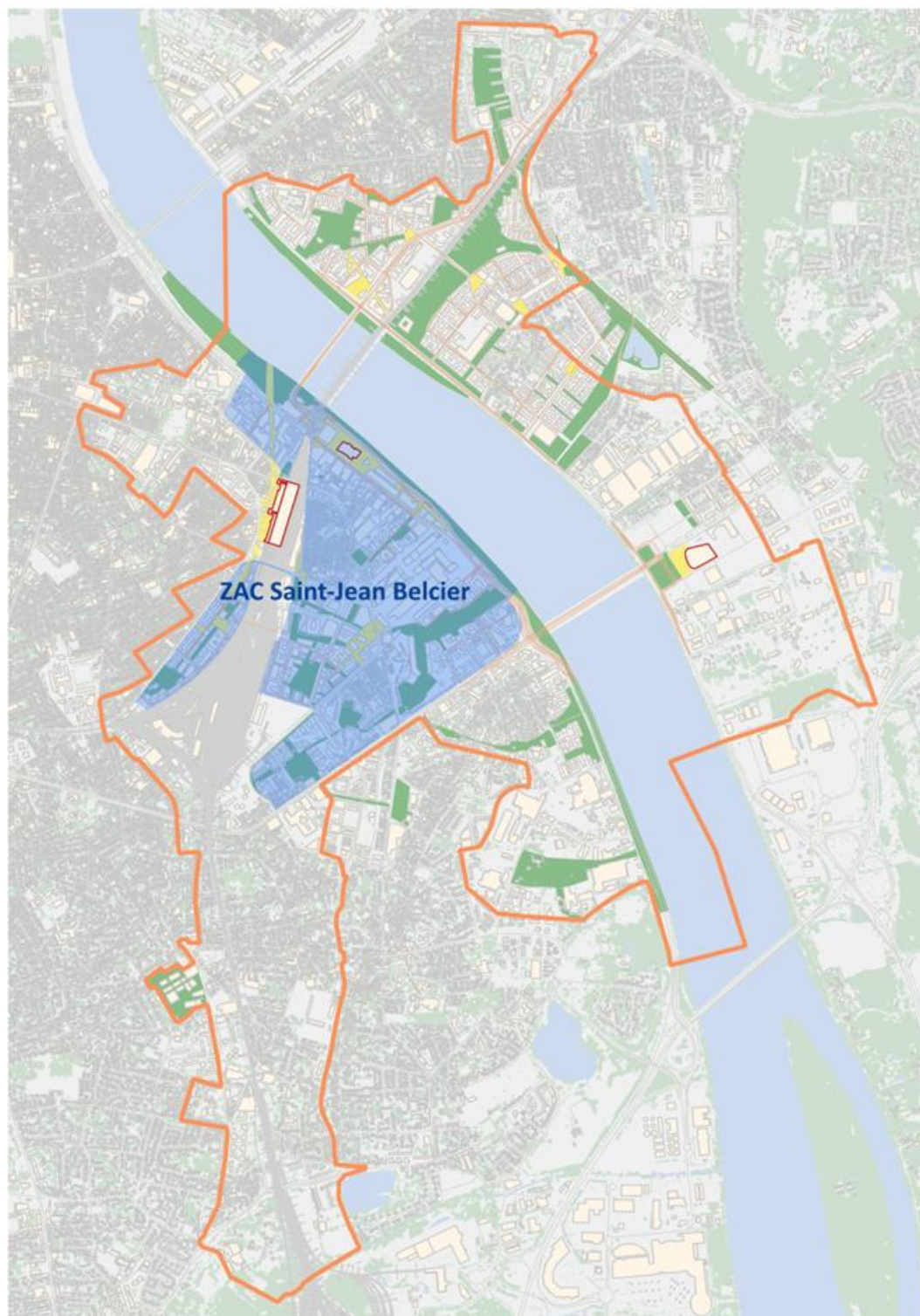


Figure 2 : Saint Jean Belcier au cœur de l'OIN

## **2.2. Le projet urbain Bordeaux Saint-Jean Belcier**

### **2.2.1. La ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier**

La Zone d'Aménagement Concerté a été créée par arrêté du préfet de la Gironde le 29 janvier 2013.

Le dossier de réalisation de ZAC a été approuvé le 20 décembre 2013 et le Programme des Equipements Publics le 08 avril 2014.

La Déclaration d'Utilité Publique valant mise en compatibilité du PLU a été approuvée par arrêté préfectoral le 31 mars 2014, et l'arrêté de Loi sur l'eau le 14 mai 2014.

En 2021, l'EPA a engagé une nouvelle phase de concertation, à mi-parcours de la ZAC qui s'est concrétisée par :

- Un arrêté préfectoral en date du 24 octobre 2022, portant sur le programme global des constructions,
- Un nouvel arrêté de DUP en date du 3 mars 2023,
- Un nouveau programme des équipements publics arrêté en date du 7 juillet 2023,
- Une nouvelle autorisation environnementale, en date du 19 juin 2024.

### **2.2.2. Les principaux objectifs du projet**

Situé à proximité du centre-ville historique, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO avec comme centralité la gare Saint-Jean, la ZAC Saint Jean Belcier s'étend sur un territoire de 145 ha.

Son territoire longe la Garonne, du pont Saint Jean jusqu'au nouveau Pont Simone Veil, et connecte les quartiers plus centraux de Bordeaux (quartier Sainte Croix et Sacré Cœur) à Bègles, en s'étendant jusqu'aux boulevards.

Le site du projet présentait initialement des morphologies urbaines très hétérogènes, le territoire était morcelé :

- Une emprise ferroviaire elle-même très diverse (la gare, des faisceaux de voies au niveau d'Armagnac, les ateliers Amédée Saint-Germain, les ateliers Gattebourse) ;
- Le quartier d'échoppes Belcier ;
- Le Marché d'Intérêt National (MIN) au niveau de la zone d'activités de Brienne ;
- Les quais de Brienne avec des entreprises de matériaux et un concessionnaire automobile ;
- Le site des abattoirs avec un complexe de la viande et le pôle « nuit » (bars, pubs et boîtes de nuit) le long des berges vers le pont Saint-Jean ;
- Un quartier d'habitations collectives, entre le boulevard Jean-Jacques Bosc et la rue Carle Vernet.

Le travail d'analyse et de prospective sur le quartier Saint-Jean Belcier, mené suite à la création de l'OIN Bordeaux Euratlantique, a permis de délimiter le périmètre de projet des 145 hectares et de désigner en 2011 la maîtrise d'œuvre urbaine du projet urbain de Bordeaux Saint Jean Belcier, sous l'égide de Reichen & Robert et Associés (architecte - urbaniste mandataire).

Le projet retenu visait à développer, au cœur de l'agglomération, un morceau de ville en continuité avec le reste de la ville, en offrant un projet de quartier mixte ; habitat, commerces, équipements, et un centre d'affaires « nouvelle génération » combinant toutes les mobilités, un immobilier et des services métropolitains.

Les objectifs du projet étaient de :

- Tirer parti de l'arrivée à moyen et à long termes de la LGV pour doter l'agglomération bordelaise d'un centre d'affaire de rayonnement national et européen.
- Développer une nouvelle centralité d'agglomération articulant dimension métropolitaine et vie de proximité.
- Opérer la mutation des friches urbaines et ferroviaires et des terrains aujourd'hui peu valorisés pour développer un nouveau quartier offrant mixité sociale et fonctionnelle.
- Connecter ce nouveau quartier et l'intégrer au reste de l'agglomération par les transports, (renforcement du réseau de transport en commun, création de nouvelles voies de desserte, d'un nouveau franchissement des voies ferrées...), le paysage, (prolongement des quais aménagés par M. Corajoud), l'architecture et l'espace public (aménagement d'un vaste espace public structurant).
- Inciter de nouveaux modes de vie et de nouveaux usages de la ville par une conception durable et sociale des quartiers.
- Développer une offre de logements diversifiée tant dans la taille que dans le type de logements proposés et conforter les quartiers résidentiels existants.
- Favoriser l'accueil de sièges sociaux d'entreprises et la création des équipements et services associés.
- Maintenir les activités compatibles avec le projet urbain et veiller à leur insertion au sein du quartier.
- Valoriser les modes de déplacements doux par une hiérarchisation des différents flux, une offre de transport en commun adaptée et une offre de parking maîtrisée au sein du quartier.
- Renforcer l'accessibilité et l'insertion de la nouvelle gare TGV par une amélioration de l'offre de transport en commun et la mise en valeur des déplacements doux, et par un accès routier et une offre de parking adaptée.
- Créer des espaces publics, supports d'une vie sociale, adaptés aux nouveaux usages urbains.
- Développer les éléments de nature au sein d'une armature verte dans le projet, notamment par la requalification des bords de Garonne et créer des percées et des cônes de vues vers la Garonne afin de renforcer le lien entre la ville et le fleuve.
- Offrir des équipements de proximité et métropolitains répondant aux besoins des habitants actuels et futurs.
- Protéger et requalifier les éléments de patrimoine remarquables tout en autorisant leur transformation (patrimoine réemployé).



### 2.2.3. Le projet urbain

#### ***Le programme de la ZAC et les principes de mixité fonctionnelle et sociale***

Ce projet doit permettre d'accueillir à terme 13 000 résidents et 21 000 emplois supplémentaires.

Il se caractérise par la création d'environ 1 048 000 m<sup>2</sup> de Surfaces de Plancher (en constructibilité nette, c'est-à-dire une fois les démolitions déduites) répartis selon les ordres de grandeur suivants :

- 45% de logements,
- 35% de bureaux,
- 20 % d'équipements (culturels, sportifs, scolaires,...), d'hôtels, de commerces et d'activités.

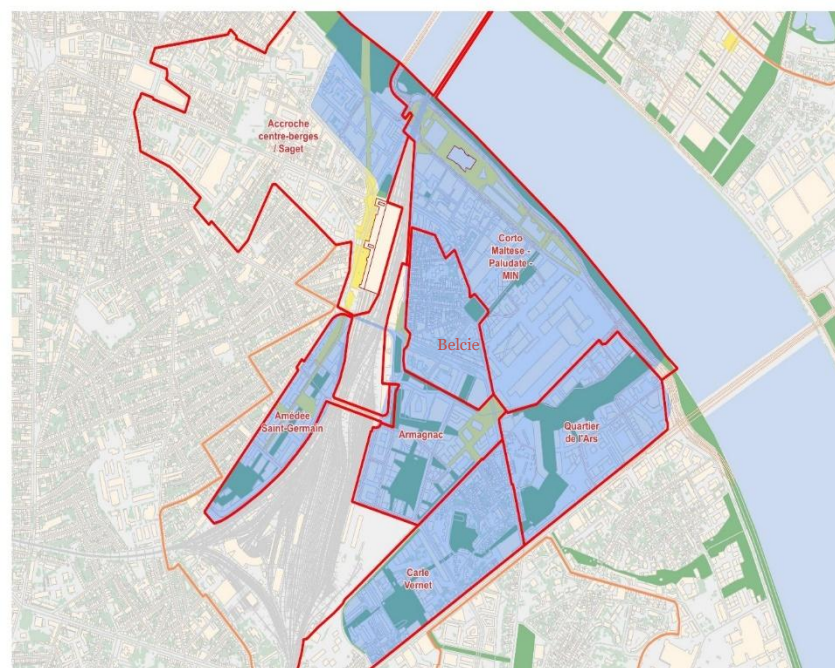
La programmation générale de la ZAC, au dossier de création de ZAC modifié en 2022, comprend 1 208 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher dont :

- 548 000 m<sup>2</sup> de logements
- 440 000 m<sup>2</sup> de bureaux
- 41 000 m<sup>2</sup> d'hôtels
- 179 000 m<sup>2</sup> de commerces, locaux d'activités, équipements publics et collectifs.

#### ***L'organisation en quartiers***

L'identité territoriale et le travail de développement urbain mené par l'aménageur ont permis de faire émerger des projets de quartier avec une identité spécifique.

La ZAC vise ainsi à développer au cœur de l'agglomération bordelaise différents nouveaux quartiers en continuité avec le centre-ville existant, en s'appuyant sur les deux quartiers existants et conservés de Belcier et Carle Vernet.



**Figure 3 : Quartiers, Bordeaux, Rive gauche, 2024**

### Le phasage du projet

Le phasage du projet est établi en fonction des mutabilités des terrains et du rythme d'écoulement des produits immobiliers.

Le chantier de construction des aménagements publics et des îlots privés de la ZAC va s'étaler sur plus de 15 ans en 3 grandes phases prévisionnelles de chantier :

- 1<sup>ère</sup> phase : 2014-2020 ;
- 2<sup>ème</sup> phase : 2019-2024 ;
- 3<sup>ème</sup> phase : 2025-2030.

La ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier, premier projet urbain de l'OIN lancé en 2013, est très largement engagée.

A date, 30% des programmes immobiliers sont livrés et 70% font l'objet d'autorisations d'urbanisme délivrées.

Il reste à développer principalement les quartiers d'Amédée Nord et Sud, phase 2 d'Ars-Gattebourse, et dans une moindre mesure l'ensemble du MIN et le quartier Carle Vernet (manque de maîtrise foncière EPA BE).

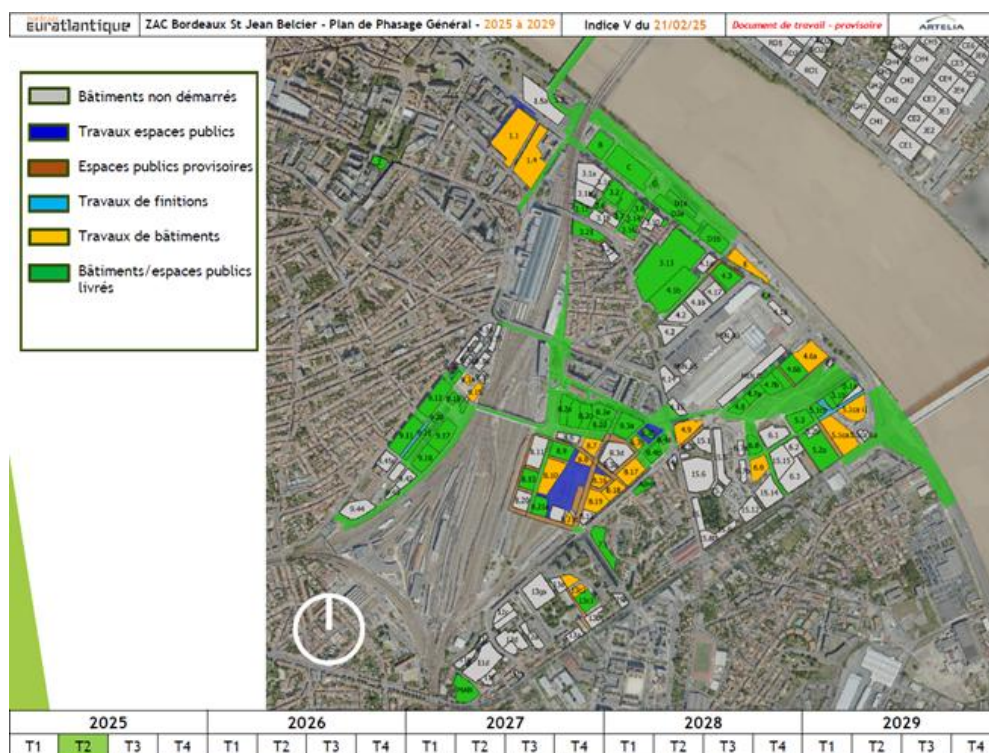


Figure 4 : Phasage prévisionnel de réalisation de la ZAC SJB, 2024

La finalisation de la ZAC Bordeaux Saint Jean Belcier, aux alentours de 2032, permettra la réalisation d'espaces publics majeurs comme la requalification des berges de Garonne ou la réalisation de parcs – Descas, Armagnac Sud, Amédée Sud, deuxième phase du jardin d'Ars.

#### *2.2.4. Les acteurs, les opérations et l'état d'avancement*

##### **Les maîtres d'ouvrage**

- **Sous maîtrise d'ouvrage EPA**

Travaux de dépollution et déconstruction : réalisés sur une partie de la ZAC et programmés à l'avenir sur plusieurs sites.

Les espaces publics de la ZAC phase 3 : Berges, Parc Descas, Parc Amédée Sud, Parc Brascassat, Jardin Gattebourse...

- **Sous maîtrise d'ouvrage externe**

Les projets ferroviaires sont en cours d'études et réalisation et notamment :

- Libérations d'emprises ferroviaires affectées au projet urbain : réalisé
- Rénovation de la grande halle voyageur : réalisé
- Extension de la gare coté Belcier, mise en accessibilité des quais, percement du Pont du Guit : partiellement réalisé
- Projets sur terrains ferroviaire

Les projets immobiliers de la ZAC : environ 50 opérations immobilières sont attendues sur la 3ème phase de travaux de la ZAC Saint-Jean Belcier

Les projets sous maîtrise d'ouvrage publique :

- Réhabilitation de la passerelle Eiffel (calendrier inconnu à ce stade)
- Réalisation de deux pontons sur les berges (2026-2027)
- Projet Grande Gare de Bordeaux (2027-2030) avec notamment la réalisation d'une passerelle au-dessus des voies ferrées et réalisation d'une gare routière au droit du pont de la palombe

Les travaux de réseaux réalisés directement par les concessionnaires

Plusieurs concessionnaires de réseaux réalisent des travaux directement sous leur maîtrise d'ouvrage et doivent donc s'insérer dans la planification générale des travaux et faire l'objet d'une coordination inter SPS lorsqu'une coactivité est avérée. Il s'agit en particulier du réseau de chaleur urbain, Régie de l'eau, Enedis, Regaz, etc.

- **Les maîtres d'œuvre des ouvrages sous maîtrise d'ouvrage EPA**

L'EPA est maître d'ouvrage des travaux d'aménagement des espaces publics. Au vu de l'ampleur du territoire plusieurs maîtrises d'œuvre ont été désignées sur les différents quartiers. Les maîtrises d'œuvre désignées ainsi que leur



périmètre d'opération sont présentés ci-dessous.



Figure 5 : Carte des périmètres de MOE sur la ZAC SJB, 2024

- **Les autres prestataires de l'EPA en phase opérationnelle**

Marché géotechnique

L'EPA est muni d'un marché pour la réalisation des missions géotechniques et hydrologiques sur le périmètre de l'Opération d'Intérêt National. L'entreprise, avant toute intervention, soumet un dossier d'exploitation constitués de plusieurs pièces dont un plan d'implantation des sondages, à l'EPA. Le prestataire (Ginger), doit assurer la signalisation et la protection de son chantier de jour comme de nuit. Par



ailleurs, il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que son personnel possède des équipements de sécurité réglementaire et se conforme aux prescriptions de sécurité imposées sur le chantier en cas d'intervention pendant une phase travaux. Il tiendra en bon état de propreté ses zones d'intervention. Si l'intervention est réalisée en co-activité avec des travaux de démolition / déconstruction, de dépollution ou d'aménagement d'espaces publics, le titulaire doit respecter les préconisations d'intervention qui lui seront communiquées par la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS.

#### Marché AMO et MOE Sols pollués

L'EPA possède une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le domaine de la gestion des sols pollués, BURGÉAP. Pour cette prestation différentes missions peuvent être effectuées par le prestataire sur le territoire, ainsi que des missions de maîtrise d'œuvre relatives à la surveillance des chantiers de dépollution engagés par l'EPA dans son périmètre. L'AMO Sols pollués accompagne l'EPA à toutes les étapes d'élaboration des projets urbains au sein de l'OIN, il est possible qu'il intervienne sur le terrain en parallèle d'un chantier. Il doit entretenir un dialogue avec les différentes équipes de maîtrise d'œuvre et autres prestataires de l'EPA avec qui les travaux sont parfois en co-activité.

Le prestataire assure le pilotage et le suivi de son chantier. Ce dernier peut être en synergie avec les phases de déconstructions et/ou d'aménagement des espaces publics. Aussi, BURGÉAP est tenu de faire respecter les stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter de modification. Le titulaire, chargé d'effectuer des réunions spéciales avec tous les intervenants concernés, doit remettre un compte-rendu à tous les intervenants de l'opération dont le coordonnateur SPS.

#### Marché OPC (voir paragraphe 2.2.5)

L'EPA est également en cours de renouvellement du marché d'assistant à maîtrise d'ouvrage concernant la planification et la coordination générale et opérationnelle des projets, dont le prestataire actuel est ARTÉLIA. Le prestataire est chargé de détecter et anticiper les risques de toute nature en matière de délais et proposer le cas échéant une méthodologie de traitement et de résolution afin d'assurer une maîtrise des délais du déroulement des procédures, des études et des travaux dans le respect des objectifs de l'EPA.

Aussi, les échanges entre l'AMO OPC et le coordinateur SPS doivent être réguliers et à jour en fonction de l'avancée des travaux. **La mission SPS interchantier doit s'insérer dans le dispositif de coordination des chantiers mis en place et piloté par l'OPC.**

#### CSPS travaux de déconstruction et dépollution

Les travaux de déconstruction et dépollution sous maîtrise d'ouvrage EPA font l'objet d'un marché SPS spécifique et n'entre pas dans le cadre de cette mission. Selon la nature de chantiers et de la coactivité, les SPS pourront être amenés à coordonner leur action.

#### *2.2.5. L'organisation de la mise en œuvre du projet*

Les principes du phasage du chantier de construction des aménagements publics et des îlots privés sont présentés dans les documents annexes. Les phases indiquées sont les phases de travaux qui ne prennent pas en compte les procédures administratives.

Pour chacune des phases, les aménagements des espaces publics seront réalisés en parallèle, voire anticipés par rapport aux constructions des îlots privés, de façon à garantir une desserte durant le chantier et un bon fonctionnement du quartier.

La construction des équipements publics sera menée en parallèle de l'apport en population nouvelle sur le périmètre afin de garantir la continuité d'un haut niveau de service public (écoles, parcs de stationnement...).

De manière plus fine, se reporter aux documents de planification établis par Artélia en annexe 1, titulaire actuel du marché OPC-AMO pour l'EPA. Cette planification fine assurera l'articulation des chantiers entre eux.

### ***L'organisation mise en place par l'EPA pour gérer l'ensemble des chantiers***

La concomitance de toutes ces opérations en quelques années sur un site contraint et assurant des fonctions majeures au sein du système de déplacements de l'agglomération (gare, voie sur berges) conduit à rendre nécessaire une coordination poussée des différentes opérations avec l'imposition de contraintes au déroulement de chacun.

Ainsi, l'EPA s'est doté :

- D'un coordonnateur de ZAC (OPC) qui assure notamment la coordination inter-chantier. Il anime le dispositif inter maîtrise d'ouvrage par quartier, auquel participent tous les maîtres d'ouvrages publics ou privés,
- D'un coordonnateur sécurité et protection de la santé, objet du présent marché.
- D'un référent COVID 19 pour les chantiers EPA sous maîtrise d'ouvrage directe (maintenu tant que la situation d'urgence sanitaire est prorogée)
- D'un référent HSE pour certains chantiers complexes, en maîtrise d'ouvrage directe ou privée, sur le territoire de l'OIN.

L'OPC s'assure de la cohérence spatiale et temporelle des plannings et modalités d'études et travaux relevant de chaque maître d'ouvrage et édicte les règles communes. Il met en place et anime un cadre de concertation et coordination à périodicité mensuelle par quartier avec l'ensemble des intervenants (maîtres d'ouvrages, CSPS et OPC notamment) sous forme de comité de suivi des chantiers.

Sur la base des éléments recueillis auprès de chaque maître d'ouvrage, il établit une synthèse sous forme de cahier de phasage, il met en exergue les chemins critiques et interfaces problématiques et propose des optimisations de fonctionnement.

Les éléments de planning et de phasage sont consolidés à différentes échelles (OIN, ZAC, quartiers)

Les principales missions de l'OPC sont les suivantes :

#### **A l'échelle de la ZAC Saint-Jean Belcier :**

- Ordonnancement Pilotage et Coordination des opérations
- Production d'un plan de phasage général des opérations et d'un planning mis à jour régulièrement

#### **A l'échelle des secteurs de projets :**

- Ordonnancement Pilotage et Coordination urbain :

- Tenue d'une revue de projet tous les 15 jours
- Tenue et mise à jour d'un plan de phasage et d'un planning à l'échelle du secteur
- 
- OPC inter chantier
  - Tenue des réunions inter chantier mensuelles (ordre du jour, pilotage et compte-rendu)
  - Analyse des plans d'installation de chantier
  - Plan de synthèse des PIC

Conformément aux missions du CSPS mentionnées ci-dessous, le CSPS devra apporter son expertise sur la partie OPCIC.

Le prestataire OPC est particulièrement vigilant aux points suivant :

- Gestion des interfaces de chantiers
- Vérifier la conformité des dispositions de planification et d'organisation du chantier
- Valider les plans d'installation de chantier
- Veiller à la gestion des emprises de chantier
- Définition des espaces publics et accessibles au public
- Surveillance de l'état de propreté du périmètre de projet et des voies de desserte externe
- Contrôle des risques de nuisances aux riverains
- Surveille la bonne application du RCFN

### ***Les outils de gestion des chantiers***

Par ailleurs et en complément de ce cadre de coordination des chantiers, l'EPA imposent aux maîtres d'ouvrages un certain nombre de prescriptions relatives à la gestion des chantiers en complément des contraintes réglementaires, par l'intermédiaire des documents suivants :

- **RCFN (Règlement de Chantier Faibles Nuisances)**

Ce document s'impose à l'ensemble des maîtres d'ouvrage pendant leur phase de chantier. Les prescriptions imposées à chaque chantier ont pour objectif de limiter les nuisances liées aux chantiers pour les riverains ainsi que pour l'environnement et d'autre part, de mettre à la disposition de l'EPA, l'ensemble des outils nécessaires à la coordination générale du secteur afin d'assurer entre autres la sécurité des chantiers. Ce règlement de chantier à faibles nuisances est applicable à l'ensemble des chantiers de démolition, construction, ou réhabilitation de bâtiment, ainsi qu'aux travaux d'aménagement de l'EPA.

Afin de respecter les dispositions de ce document, le maître d'ouvrage s'est engagé à nommer un responsable Chantier à Faibles Nuisance (CFN), et à mettre en place les contrôles nécessaires au respect du RCFN.

Le non-respect des prescriptions inscrites au RCFN est assorti de pénalités ou autres sanctions.

Le RCFN est applicable sur la voirie d'accès commune des différents chantiers, dite COP piste de chantier, appartenant à l'EPA.

- **COP piste de chantier**

La COP piste de chantier conditionne la mise à disposition et la gestion de la piste d'accès commune, réservée aux entreprises, prestataires et concessionnaires intervenant pour les chantiers des lots définis sur chaque secteur. Aussi, le document a pour objet :

- D'établir l'usage des terrains ;
- De désigner les usagers de la piste comme responsables de son entretien et sa maintenance en l'état ;
- D'organiser le fonctionnement de la piste et les conditions d'utilisation

Les éléments de constitution de la piste, signalisation routière et piste chantier, sont des travaux réalisés et pris en charge par l'EPA. La piste est ensuite entretenue par les utilisateurs. La piste d'accès est uniquement réservée à la circulation des véhicules liés aux besoins du chantier, en aucun cas le stationnement, la circulation piétonne ou le stockage de matériel y est autorisé.

Les utilisateurs doivent respecter les règles de droit d'hygiène et de sécurité en vigueur. En lien avec les remarques éventuelles du coordonnateur SPS certaines modifications pourront être demandées.

- **COP mise à disposition de terrain par EPA**

Les COP (Convention d'Occupation Précaire) pour la mise à disposition de terrains dans le cadre d'un projet de construction d'un lot déterminent à titre précaire l'utilisation et l'occupation d'espaces accordés à l'occupant en vue de ses installations de chantiers.

Les COP sont signées sur la base de plan d'installation de chantier validés par l'EPA, l'OPC inter chantier et le SPS inter chantier, les PIC ayant fait au préalable un travail conjoint d'optimisation et d'intégration au phasage général des chantiers.

La COP signé entre l'EPA et l'occupant détermine :

- Les terrains mis à disposition ;
- La clôture et l'implantation sur le terrain ;
- Les modalités d'occupation ;
- Les conditions de restitution du terrain.



### 3. DESCRIPTION DES MISSIONS

La mission à réaliser prend place dans le périmètre de la ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier. Le marché comporte trois types de missions :

- **M1 : Mission de coordination sécurité inter maîtrises d'ouvrage pour l'ensemble de la ZAC**
- **M2 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage EPA Bordeaux Euratlantique**
- **M3 : Mission d'assistance à l'EPA Bordeaux Euratlantique en matière de sécurité et de protection de la santé pour des missions ponctuelles, y compris participation à la rédaction des notices de sécurité pour les interventions spécifiques (des travaux EPABE)**

#### ***3.1. M1 : Mission de coordination sécurité inter maîtrises d'ouvrage***

Outre les travaux propres de l'EPA Bordeaux Euratlantique, la ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier est le lieu de nombreuses opérations réalisées par d'autres maîtres d'ouvrage. Par ailleurs, d'autres travaux peuvent être réalisés dans des périmètres immédiatement connexes (chantiers de reconstitution SNCF sur Armagnac et Amédée, création de pontons sur les berges par Bordeaux Métropole, travaux grande gare, MIN...) . A ce titre, il sera demandé au prestataire d'assurer une mission de coordination sécurité inter-maîtres d'ouvrage au titre de l'article L. 4531-3 du Code du Travail.

Cette mission s'exerce sur la base de cahiers des charges sectoriels de coordination sécurité. Ce document définira les éléments généraux applicables aux secteurs opérationnels de la ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier, en relation avec sa politique de travaux, en matière de sécurité et de protection de la santé. L'établissement de ces documents de coordination sécurité est compris dans la présente mission, tout comme leur mise à jour, ainsi que le suivi de leur application.

Mission M1-1 : Etablissement du cahier des charges de coordination sécurité sur chaque secteur opérationnel de la ZAC. Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande sur la base d'un prix unitaire (cf. BPU).

Mission M1-2 : Mise à jour, en fonction de l'état d'avancement du projet urbain, des cahiers des charges sectoriels de coordination sécurité de la ZAC. Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande sur la base des prix unitaires (cf. BPU).

Mission M1-3 : Suivi de la coordination des maîtres d'ouvrages. Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande trimestriel comme défini au bordereau des prix unitaire (BPU). De manière indicative, les opérations concernées sont :

- Les opérations immobilières : au cours de la phase 3, environ 50 opérations immobilières sont attendues pour une surface totale de 866 115 m<sup>2</sup> de

surface de plancher et pour des réalisations de travaux allant de 2025 à 2032.

- Les opérations menées par les gestionnaires de réseaux : à savoir d'une part, les dévoiements et renforcements de réseaux réalisés par certains d'entre eux, et d'autre part les interventions de branchements des projets immobiliers qui sont à leur charge.
- Les opérations sous maîtrise d'ouvrage autre que l'EPABE (Grande gare, MIN, Passerelle Eiffel etc.)

### ***3.2. M2 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage EPA Bordeaux Euratlantique***

Il s'agit de missions de coordination SPS (catégories I, II, III ou III « particulier ») pour la réalisation des travaux d'aménagement dans le cadre de la ZAC sous maîtrise d'ouvrage EPA.

Ces missions sont définies au sens du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 modifié par le décret n°2003-68 du 24/01/2003 relatif à l'intégration de la sécurité et de la protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil.

Leurs maîtrises d'ouvrages sont assurées par l'EPA Bordeaux Euratlantique.

Il s'agit de missions à bons de commande en phase conception comme en phase réalisation.

### ***3.3. M3 : Mission d'assistance à l'EPA Bordeaux Euratlantique en matière de sécurité et de protection de la santé pour des missions ponctuelles***

#### ***3.3.1. Mission M3.1 : Participation à la rédaction des notices de sécurité pour les interventions spécifiques (ex. domaine ferroviaire)***

Les projets sous maîtrise d'ouvrage EPABE en interface avec des acteurs particuliers nécessitent la rédaction de notices de sécurité spécifique.

Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande comme défini au bordereau des prix unitaires (BPU).

Ces notices sont rédigées par le coordonnateur de la ZAC. Le coordonnateur sécurité et protection de la santé pourra associer à la rédaction de ces notices la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur de ZAC.

#### ***3.3.2. Mission M3.2 : Assistance à des réunions d'exception***

Le Maître d'Ouvrage pourra faire intervenir le CSPS en tant qu'expert en dehors du cadre défini ci-avant aux missions M1 et M2.

Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande comme défini au bordereau de prix unitaires (BPU).

Une mission consistera en l'intervention à une réunion. L'intervention comprendra :

- Préparation du support d'intervention
- Assistance à la réunion
- Rédaction d'un compte-rendu

Ponctuellement, le prestataire pourra être amené à réaliser un certain nombre d'audits complémentaires, selon les besoins : expertise sur une interface particulière, sur une circulation de flux spécifiques...

Ces prestations seront rémunérées par application des prix unitaires journaliers prévus au bordereau des prix, sur la base de quantités précisées dans le cadre du bon de commande.

#### **4. CONTENU DE LA MISSION M<sub>1</sub> : COORDINATION SECURITE INTER MAITRISES D'OUVRAGE**

##### ***4.1. Principes généraux***

Mission de gestion de la coordination sécurité inter-maîtres d'ouvrage pour l'ensemble des ZAC, dans le cadre de l'article L 235-10 du Code du Travail ; relation avec les organismes de sécurité.

La mission constitue une assistance pour la supervision et la gestion de la concertation de sécurité des intervenants à l'intérieur de la ZAC. Elle couvre la concertation pour tous les travaux des maîtres d'ouvrages publics ou privés intervenants sur cette emprise, ainsi que les concessionnaires et services publics concernés. Cette concertation est également menée avec chaque coordonnateur de chacune des opérations du Quartier, qu'il soit prestataire du maître d'ouvrage ou non.

##### ***4.2. Contenu de la mission***

###### ***4.2.1. Mission M1.1 : Etablissement du cahier des charges de coordination sécurité de chaque secteur opérationnel***

En prenant en compte l'état d'avancement et les spécificités des projets en cours, le titulaire du présent marché rédigera un cahier des charges de coordination sécurité pour chaque secteur opérationnel. Ce document doit compléter et s'inscrire dans la continuité des documents de l'EPA régissant les règles de chantier cités ci-dessus : RCFN, cahier de phasage réalisé par l'OPC, COP et COP piste chantier. Lors de la rédaction du cahier des charges, le prestataire veillera à entrer en concertation avec l'OPCIC afin de présenter une analyse commune du sujet.

Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande comme défini au bordereau des prix unitaires (BPU).

Ce cahier des charges a pour objectif principal de définir la bonne organisation des opérations dans la ZAC. En effet, par définition, la ZAC inclut de multiples aménagements et constructions qui sont pour la plupart réalisés simultanément. Il s'agit donc d'organiser au mieux la vie commune de ces différentes opérations, de régir au mieux leurs interfaces, afin de permettre à tous les Constructeurs et à

l'aménageur intervenant le meilleur déroulement possible de leurs opérations. Ces cahiers des charges sectoriels de coordination de sécurité permettent de définir les obligations de chaque maître d'ouvrage vis à vis des autres et de l'EPA Bordeaux Euratlantique.

Les principaux chapitres seront :

- Renseignements d'ordre administratif intéressant les chantiers de la ZAC
- Les mesures d'organisation générale des chantiers arrêtés par l'aménageur en concertation avec le coordonnateur de la ZAC
- Les mesures de coordinations prises par le coordonnateur de la ZAC en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent :
  - Les voies ou zone de déplacement ou de circulations horizontales et verticales pour piétons et véhicules
  - Les conditions de manutentions des différents matériaux et matériels, en particulier en ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles
  - La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses
- L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale
- Sujétions en matière d'interaction sur le site
- Sujétions découlant des interfaces avec des activités d'exploitation sur le site, à l'intérieur ou à proximité duquel sont implantées les opérations
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant
- Renseignements pratiques propres au secteur opérationnel concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière
- Les sujets spécifiques seront traités en prescrivant ou en proposant des solutions organisationnelles adaptées.

#### ***4.2.2. Mission M1.2 : Mise à jour des cahiers des charges sectoriels de coordination sécurité***

En prenant en compte l'état d'avancement et les spécificités des projets, le titulaire du présent marché actualisera les cahiers des charges de coordination sécurité sectoriels.

Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande comme défini au bordereau de prix unitaires (BPU).

#### ***4.2.3. Mission M1.3 : Coordination Sécurité Inter Maîtrise d'Ouvrage (CSIMO) - Suivi de la coordination des maîtres d'ouvrage***

Dans la mission de suivi de la coordination sécurité inter maîtrise d'ouvrage, le prestataire assurera le pilotage de la coordination CSPS en phase de conception et réalisation et effectuera une visite de chantier toutes les deux semaines en phase de réalisation des travaux.



L'exécution de ces missions comprend les éléments ci-dessous. Aussi le prestataire s'engage, sur chacun des secteurs mentionnés au début de ce présent marché, à :

### **Mission 1.3.1 - Au titre du pilotage de la coordination SPS :**

Le prestataire veille à définir avec les CSPS concernés les sujétions afférentes à la mise en place des mesures de prévention contre les risques d'interférences et d'interactions en limites d'opérations :

- Au niveau de la conception et de la réalisation des parties limitrophes des ouvrages, par une intervention directe auprès des CSPS de ces opérations,
- Pour la continuité des circulations autour des opérations, sur la base des plans de phasage réalisés par le coordonnateur de ZAC sur chaque secteur,
- Pour l'utilisation commune de moyens relatifs à l'hygiène et à la sécurité,
- En étudiant les incidences des terrassements, des fouilles, des soutènements, des tirants d'ancrage provisoires ou définitifs, des fondations et des coffrages, des structures limitrophes, des travaux en façade à l'aplomb des limites d'opération, des clôtures de chantier et des accès,
- En étudiant les interférences des implantations et des mouvements des grues à tour et des grues mobiles, dont les prescriptions relatives à leur utilisation, leur coordination et leur survol,
- En étudiant de façon plus générale les co-activités d'entreprises ou d'intervenants en plan et en hauteur au droit des limites,
- Et toutes autres incidences des interfaces qui se dévoileraient lors du déroulement des opérations sur le site, et en particulier celles des travaux des concessionnaires et des services publics
- Vérifie que ses mesures sont prises en compte par l'EPA Bordeaux Euratlantique et les autres maîtres d'ouvrages tant dans les documents que dans les faits.

Par ce biais il organise le dialogue avec les coordonnateurs SPS intervenant sur les opérations privées de la ZAC.

Pour la mise en œuvre de cette mission, le prestataire s'engage à :

- Rédiger des rapports circonstanciés au maître d'ouvrage afin de permettre le traitement prévisionnel des différentes situations et des difficultés de coordination qui se posent tant en phase réalisation qu'en conception.
- A la suite de cette réunion OPCIC, trimestriellement assurer une réunion inter CSPS par secteur avec les représentants de l'EPA, la DIRECTE, la CARSAT, et le SPS des autres chantiers : envoyer les convocations, établir l'ordre du jour, assurer la réunion et réalisation et partage d'un compte-rendu ; Le coordinateur SPS de la ZAC Saint Jean Belcier s'engage à préparer un ordre du jour, mener la réunion et rendre en compte rendu de réunion aux représentants.
- Assister à une réunion OPC par mois par secteur pour prendre connaissance des informations concernant les chantiers en cours et intégrer les contraintes nouvelles. A cette occasion, il pourra

transmettre diverses informations concernant l'ensemble des chantiers sur la coordination sécurité du chantier.

- Analyser les dossiers de mise en œuvre des travaux en provenance des maîtres d'ouvrages extérieurs afin d'en ressortir les interférences potentielles avec les autres opérations concomitantes et propose des mesures appropriées de prévention.
- Analyse les plans d'installation de chantier proposés par les Maîtres d'œuvre des différentes opérations et transmet son avis au maître d'ouvrage. L'avis sur le PIC du CSPS doit être concerté avec l'OPCIC.
- Prend en considération les mesures nécessaires de coordination de la sécurité inter-chantiers et les traduit ou les fait traduire dans les rubriques des PGCSPS et des DCE en imposant une harmonisation des PPSPS des différents intervenants. Ces PGC et PPSPS comporteront une rubrique « interférences inter-opérations » dans laquelle sera développée la typologie des méthodes de réalisation des travaux en interfaces.

Et de façon générale établir tous les documents nécessaires à l'organisation de la coordination de sécurité, si nécessaire en complément du cahier des charges sectorielles.

**Mission 1.3.2 - A partir du démarrage effectif des chantiers et au titre de la visite de chantier réalisée toutes les deux semaines :**

- Effectuer un reportage photographique des situations de chaque secteur, pour le diffuser à tous les acteurs présents sur site et à l'EPA Bordeaux Euratlantique ;
- Fournir un rapport d'analyse des incidents ou accidents survenus sur les opérations et qui ont une source dans la co-activité entre les entreprises d'ouvrages différents
- Etablir un compte-rendu général de ces visites de chantier.

Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande trimestriel comme défini au bordereau des prix unitaires (BPU).

*Nota : le coordonnateur sécurité s'appuiera sur tous les moyens organisationnels mis à sa disposition par le coordonnateur de ZAC. Les calendriers et plans de phasages seront mis à sa disposition pour l'élaboration de ses livrables. De même le coordonnateur sécurité pourra s'appuyer sur les réunions partenariales opérationnelles organisées et animées par le coordonnateur de ZAC.*

## **5. CONTENU DE LA MISSION M2 : COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT SOUS MAITRISE D'OUVRAGE EPA BORDEAUX EURATLANTIQUE**

### **5.1. Opérations concernées**

Les opérations concernées sont les travaux de VRD relatifs à l'aménagement de la ZAC Bordeaux Saint-Jean Belcier.

Ces opérations s'entendent depuis la prise de possession du terrain jusqu'à la livraison des ouvrages. Les travaux de remise en état des sites et de dépollution seront peut-être nécessaires ponctuellement, et comprises dans les travaux généraux. De même certaines petites démolitions feront partie de la libération des emprises pour réaliser les aménagements de la ZAC.

## **5.2. Autorité et moyens donnés au coordonnateur**

### **5.2.1. Autorité**

Le coordonnateur intervient sous la responsabilité du maître d'ouvrage auquel il rend compte régulièrement.

La mission du coordonnateur sera portée à la connaissance de tous les intervenants à l'acte de construire lesquels seront tenus de respecter les prescriptions du coordonnateur, de manière à préserver la sécurité et la santé pendant le déroulement de l'opération (étude et réalisation des ouvrages).

Les décisions du coordonnateur, qui entrent dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux et n'en modifient pas les conditions financières, sont exécutoires. Les prescriptions du coordonnateur qui sont susceptibles d'avoir des répercussions financières et calendaires sur l'exécution des marchés sont soumises à l'arbitrage du maître d'ouvrage avant tout commencement d'exécution.

Le coordonnateur n'a pas le pouvoir d'émettre des ordres de service aux entreprises et doit donc le demander au maître d'œuvre. Le cas échéant, en cas de refus du maître d'œuvre, il sollicitera l'arbitrage du maître d'ouvrage.

Le coordonnateur intervient directement auprès des intervenants par communication verbale et écrite. Il consigne ces éléments dans le registre journal. Le coordonnateur peut provoquer toute réunion qu'il juge nécessaire à l'exercice de sa mission.

Le coordonnateur SPS doit exercer sa mission conformément à la réglementation en vigueur et au présent cahier des charges.

### **5.2.2. Moyens**

Le coordonnateur peut participer à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, ce dernier le rendant destinataire de toutes ses études, des marchés, des ordres de service, des comptes rendus de réunion de chantier et d'une façon générale, des documents pouvant avoir une incidence sur la sécurité.

Le coordonnateur transmet ses diverses observations aux intervenants concernés et en fait copie au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fournira, en tant que besoin, les moyens pour :

- Faire appliquer par les entreprises les mesures de contrôle d'accès au chantier et le respect des règles de circulation et de stationnement sur l'ensemble de l'emprise de l'opération,
- Sanctionner les manquements des entreprises concernant les mesures de prévention prescrites par la réglementation, par le P.G.C., adoptées par le collège

du CISSCT ou même simplement prévues au plan particulier de sécurité de l'entreprise concernée,

- Faire parer par l'entreprise à tout risque immédiat d'accident,
- Faire porter à la connaissance du coordonnateur la liste des personnes qu'il autorise à pénétrer sur le chantier,
- Faire transmettre au coordonnateur la liste de toutes les entreprises (titulaires, sous-traitants, travailleurs indépendants) qu'il aura choisies pour intervenir sur le chantier,
- Donner au coordonnateur l'accès à tous les documents qu'il jugerait nécessaire à l'accomplissement de sa mission,

Pour l'exercice de ses prestations, il appartiendra au coordonnateur de rédiger, reproduire et diffuser les documents qu'il est appelé à émettre dans le cadre de sa mission.

Le coordonnateur prendra à sa charge les frais de secrétariat correspondants à ses obligations, y compris tous les frais de fournitures, reproduction, envois postaux ou fax, téléphone, déplacements, etc. et toutes sujétions dues à l'exercice de sa mission.

### **5.3. Contenu de la mission**

#### **5.3.1. Principes généraux**

Le CSPS veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention tels qu'ils sont définis par le Code du Travail, rappelés ici pour mémoire :

- Eviter les risques,
- Evaluer les risques qui ne peuvent être évités,
- Combattre les risques à la source,
- Tenir compte de l'évolution des techniques,
- Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
- Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- Faire prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle (c. Trav. Art L.235 et R.238.18).

#### **5.3.2. Missions au cours de la conception et de la réalisation des ouvrages**

**Mission 2.1 à 2.12 - Pendant la phase de conception** de chaque ouvrage le coordonnateur sécurité :

- Propose puis valide avec le maître de l'ouvrage les modalités pratiques de son intervention, document que le maître d'ouvrage transmettra officiellement aux maîtres d'œuvre afin que ceux-ci prennent en compte l'intervention et les remarques du coordonnateur dans le processus de conception de l'ouvrage.
- Ouvrir le registre journal, qu'il complète au fur et à mesure de tous les avis et remarques qu'il formulera tout au long de la conception



- Participe autant que de besoin aux réunions de travail et de présentation lors des phases PRO, DCE et ACT avec le maître d'œuvre concerné en présence ou non du maître d'ouvrage
- Analyse les documents remis par le MOE ou simplement présentés lors des réunions et émet des avis (classés dans le RJ)
- Définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des moyens de levage, des accès provisoires et des installations générales...
- Rédige le Plan Général de la Coordination (PGC) en tenant compte des éléments transmis par le gestionnaire de la concertation sécurité inter-maîtres d'ouvrage pour l'ensemble du quartier
- Constitue le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) sur lequel il aura à intégrer, avec le Maître d'œuvre, les différentes nécessités d'entretien et de maintenance de l'ouvrage.
- Rédige le projet de règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) en harmonie avec les éléments prescrits par le gestionnaire de la concertation sécurité inter-maîtres d'ouvrage pour l'ensemble de la ZAC
- Prépare la déclaration préalable de travaux (DP) que le Maître d'Ouvrage transmettra aux organismes concernés (Inspection du Travail, CRAM et OPPBTP)
- Participe aux réunions d'information sur la ZAC et son avancement, que le Maître d'ouvrage organisera avec le gestionnaire de la concertation sécurité inter-maîtres d'ouvrage pour l'ensemble de la ZAC
- Participe, sur demande du Maître d'ouvrage, à l'analyse des offres des entreprises du point de vue des mesures qu'elles comptent prendre en matière d'hygiène et de sécurité.

**Mission 2.13 - Pendant la phase de réalisation de l'ouvrage le coordonnateur sécurité :**

- Organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet, il doit procéder notamment avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger, et en tous cas avant tout démarrage de travaux par l'entreprise,
- Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent,
- Tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application,
- Complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage, et le remet au maître d'ouvrage lors de la réception de l'ouvrage ;

- Le cas échéant, tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :
  - Procède avec les responsables concernés, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à définir et à préciser les limites du chantier, à matérialiser les zones du chantier où peuvent se présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à y intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels pourront avoir accès leurs personnels ;
  - Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le(s) chef(s) d'établissement(s) et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'Etablissement.
- Assure la présidence et le secrétariat du collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) (convocations aux réunions, établissement de l'ordre du jour, rédaction et diffusion des comptes rendus etc.)
- Définit les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, en fonction des évolutions du plan d'accès général de la ZAC et du plan d'intervention des secours.
- Tient informé régulièrement le maître d'ouvrage. Il pourra notamment établir un compte rendu au maître d'œuvre s'il lui apparaît des anomalies répétitives qui n'auraient pas été corrigées.
- Consigne sur le registre journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :
  - Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations prévues au a) ci-dessus, qu'il fait viser par les entreprises concernées.
  - Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître de l'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle ;
  - Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, co-traitants et sous-traitants, ainsi que les dates approximatives d'intervention de chacun d'eux sur les chantiers et par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
  - Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur qui pourrait, le cas échéant, être amené à lui succéder (suppléance en cas de congés, maladie ou empêchements divers) ;
  - Présente le registre journal, sur leur demande, à l'inspecteur du Travail ou au fonctionnaire assimilé, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs de services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et lorsqu'il est constitué aux membres du Collège inter-entreprises de sécurité de santé

et des conditions de travail ;  
le registre-journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée  
de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

- Communique à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants et transmet à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs (PPSPS).
- Participe à la mise en place du plan général d'accès et de circulation au chantier.
- Participe aux réunions d'information sur la ZAC et son avancement que le Maître d'ouvrage organisera avec le gestionnaire de la concertation sécurité inter-maîtres d'ouvrage pour l'ensemble de la ZAC.

### ***5.3.3. Dispositions complémentaires aux dispositifs réglementaires***

Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ou en cas de danger grave et imminent.

Autant que possible, seule la tâche générant le risque sera arrêtée.

### ***5.3.4. Documents remis au maître d'ouvrage après la mise en service de l'ouvrage (mission 2.13)***

Le coordonnateur remettra au maître d'ouvrage le DIUO au plus tard un mois après la réception de l'ouvrage concerné. Le DIUO comprendra a minima :

- Les plans et notes techniques pour les travaux d'entretien-maintenance (remise en peinture, entretien des équipements techniques, intervention en sous-faces et en galeries techniques, interventions en domaine ferroviaire...)
- Les dossiers de maintenance des appareils techniques (éclairage, électricité, arrosage, désenfumage...)

Il remettra également un bilan de mission, retraçant les principaux événements et synthétisant les enseignements à en tirer pour l'avenir, ainsi que tous les documents qu'il jugera utile d'y porter.

## **6. MISSION M3 : ASSISTANCE A L'EPA BORDEAUX EURATLANTIQUE EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE POUR DES MISSIONS PONCTUELLES**

### ***6.1. Mission M3.1 : Participation à la rédaction des notices de sécurité pour les interventions spécifiques***

Les projets sous maîtrise d'ouvrage EPABE en interface avec des acteurs spécifiques nécessitent la rédaction de notices de sécurité particulière.

Dans le cadre des opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage, l'EPABE se retrouve en interface avec le domaine ferroviaire à proximité de la gare. En

conséquence SNCF Réseau exige la rédaction et la validation de notices de sécurité normalisées.

Ces notices sont rédigées par le coordonnateur de la ZAC. Le coordonnateur sécurité et protection de la santé pourra associer à la rédaction de ces notices, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur de ZAC.

La prestation se déroule sous forme de co-rédaction de notice comprenant :

- Préparation de la réunion (prise en charge du dossier et préparation des éléments de travail)
- Présence et éventuelle co-animation de la réunion de travail
- Restitution du travail (en séance + préparation) sous forme de contribution à une notice.

En fonction de l'ampleur du sujet à traiter et de la complexité, le prix unitaire de la prestation ne sera modulé que selon une unique catégorie. La description complète du niveau de complexité est détaillée dans le document de Décomposition Globale et Forfaitaire, joint en Annexe au présent CCTP.

Le délai de réalisation d'une prestation (une notice), pour 1 bon de commande, est de 15 jours (préparation + réunion + restitution).

### **6.2. Mission M3.2 : Assistance à des réunions d'exception**

Le maître d'ouvrage utilisera au besoin le prestataire comme expert sur toutes questions de sécurité sur les chantiers de la ZAC, mais également comme arbitre en cas de litige ou conflit avec un autre maître d'ouvrage.

Cette prestation sera lancée par voie d'un bon de commande comme défini au bordereau de prix unitaires (BPU).

Une mission consistera en l'intervention à une réunion. L'intervention comprendra :

- Préparation du support d'intervention
- Assistance à la réunion
- Rédaction d'un compte-rendu

L'EPA Bordeaux Euratlantique a fait le choix de ne pas moduler le degré de complexité des prestations en fonction de l'intensité des opérations ; cela implique que toutes les opérations sur chaque secteur doivent être traitées de manière très fine et très rigoureuse pour assurer une parfaite coordination des acteurs et des travaux avec anticipation des événements.

Ponctuellement, le prestataire pourra également être amené à réaliser un certain nombre d'audits complémentaires, selon les besoins : expertise sur une interface particulière, sur une circulation de flux spécifiques...

Ces prestations seront rémunérées par application des prix unitaires journaliers prévus au bordereau des prix, sur la base de quantités précisées dans le cadre du bon de commande.

## 7. DELAIS ET LIVRABLES

Élément de mission	Délai d'exécution (jours ouvrés)
<b>Mission M1</b>	
Cahier des charges sectoriel	20
Mise à jour des cahiers des cahiers des charges	15
Préparation réunions + compte-rendu du pilotage CSPS	7
Compte rendu des visites de chantier sectorielles	7
<b>Mission M2</b>	
Avis et rapport sur dossiers AVP avec éventuelle fourniture au maître d'œuvre d'éléments complémentaires nécessaires pour la notice de sécurité et d'accessibilité	15
Etablissement du PGC	15
Examen et observations sur le dossier traitant de la sécurité et de l'accessibilité	10
Avis et rapport sur les dossiers Projet et DCE	15
Visas et rapport sur les plans d'exécution spécifiques à l'usage du chantier et plan d'installation de chantier	7
Avis et contrôle pendant les travaux	5
Avis sur les opérations préalables à la réception	7
Avis et rapport définitif de constat de bonne exécution des travaux dus par l'entreprise au titre de l'obligation de parfait achèvement – D.I.U.O.	10
<b>Mission M3</b>	
Préparation réunion + note ou support ou compte-rendu	15 jours



## **8. LES MODALITES DE TRAVAIL**

### ***Relations avec les autres prestataires***

Le titulaire du marché aura des relations avec la maîtrise d'œuvre urbaine en charge notamment de la direction des travaux de VRD et de l'OPC de ces mêmes travaux. De ce fait, pour plus d'opérationnalité, la présence du SPS aux réunions OPC et OPCI est indispensable.

Les maîtrises d'œuvre des secteurs définis précédemment sont rappelées en annexe 1 et en figure 1 du présent document.

Le coordonnateur général et inter-chantier de la ZAC désigné est Artélia. En charge de la production des plannings, des cahiers de phasages, de la coordination générale et de la consolidation des calendriers, il sera un partenaire important pour le coordonnateur sécurité titulaire du présent marché. Le phasage des opérations est présenté en annexe 2.

## **9. ANNEXE**

### ***9.1. ANNEXE 1 – Planification OPC des opérations sous maîtrise d'ouvrage EPA***